

# Point de vue

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1978)**

Heft 476

PDF erstellt am: **13.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

radios et télévisions locales, que l'autorité de surveillance (le Département fédéral des transports et communications et de l'énergie) ne pourra ni indéfiniment bloquer, ni toujours contrôler.

Non décidément, la SSR s'est mal défendue devant ses propres caméras dimanche dernier. Dès lors, elle n'a plus à s'étonner du report éventuel de la hausse, ni de sa mauvaise image dans le public.

Tout le mal vient sans doute du fait que la "restructuration" de la SSR et de ses différents organes sert peut-être la gestion, mais en tout cas pas le programme. Il est à cet égard bien symptomatique que personne n'ai songé à une solution très simple, qui aurait sans doute rallié pas mal d'opposants aux augmentations de taxes: verser le produit de ces hausses directement aux programmes, pour leur amélioration et leur développement, et non aux technocrates des directions régionales, tentés d'en garder une bonne part pour eux-mêmes et pour les services administratifs et techniques qui dépendent d'eux.

Hayek a commis une faute, sans doute irréparable, en commandant la fusion radio-télévision. Ces deux médias devaient se polariser, ils se concurrencent; les gens devaient circuler d'un média à l'autre, ils n'ont pas d'autre idée que de "monter" ou de se maintenir à la télévision; et surtout, cette dernière, traditionnellement "lourde" du point de vue technique et financier, exige des procédures compliquées dont l'application à la radio ôte à cette dernière ses avantages de souplesse et de vivacité; la comptabilité analytique se justifie sans doute à la télévision, elle barre inutilement les gens de radio. Et elle coûte cher aux auditeurs et téléspectateurs, auxquels il ne restera bientôt plus que le droit de se féliciter d'avoir encore le privilège de payer des taxes de concession.

#### POINT DE VUE

### La protection fort civile

Sugiez (FR). Centre d'instruction de la protection civile. Jeudi 9 novembre. Brouillard frisquet. Il est 11 heures 10.

Le groupe des "pionniers" — auquel j'appartiens par erreur — soit une quinzaine de types de tous âges, dans un accoutrement de salopettes et de manteaux pour film burlesque, se traîne "pour aller expérimenter" le compresseur et le marteau-piqueur.

Sans la moindre ombre de conviction, quatre types poussent et tirent le dit compresseur à proximité de décombres qui serviront de champ d'exercice.

Un farceur s'approche du moteur. Fait l'intéressé, se baisse et, rapidement, tout en me jettant un clin d'œil, intervertit deux bougies. Le moteur ne partira qu'au bout d'un quart d'heure, une fois les bougies remises à leur place. Un quart d'heure de perdu, un quart d'heure de gagné. Quelques courageux iront ensuite se faire secouer par le marteau-piqueur, les autres attendant, les mains dans les poches, qu'arrive l'heure du dîner.

Tout le monde s'en fout, il ne se passe rien, chacun n'est venu que parce qu'il y était tenu.

Midi. Bouffe. Très correcte.

Après-midi. Je rejoins les "sanitaires". Au chaud, dans une salle. Pour apprendre — non: "pour perfectionner"! — les rudiments des soins aux blessés: bandages protecteurs, transport, etc.

Il ne se passe rien. Tout le monde s'en fout, chacun n'est venu que parce qu'il y était tenu.

L'instructeur, certes, est un bon garçon, plein de bonne volonté. Probablement membre d'une quelconque organisation de samaritains. Il explique — des évidences épaisses — suivant d'un œil une brochure farcie de petits dessins de bandages et autres mignardises.

Le mieux, c'est encore d'attendre en se mettant le cerveau au ralenti.

Vendredi. Je ne me souviens plus. Il nous a fallu deux heures pour monter une vilaine cabane avec cinq ou six piquets et une toile si bien arrimée qu'un souffle de bactérie l'aurait emportée.

Voilà. C'était deux jours de "cours de perfectionnement" de la protection civile, exercice intercommunal. De la foutaise. Du matériel anachronique, des instructeurs bonasses mais pas pédagogues pour un rond (et se rendant probablement compte de la débilite et de l'incohérence des connaissances à transmettre. Enfin, j'espère...)

Il y a six ou sept ans, j'avais suivi un cours de la même eau. Le bon samaritain qui nous faisait la leçon était un champion, lui: il confondait veines et artères. Authentique...

A quoi toutes ces singeries riment-elles? Je n'en sais rien. Qui décide du contenu de ces "cours". Je n'en sais rien. Qui paye? Mystère. A quoi sert la protection civile? Mystère encore. "C'est pour intervenir en cas de catastrophe" a dit l'instructeur. Ah bon. Quelle catastrophe? "Un accident de chemin de fer". Quoi, les CFF ne sont pas équipés? "Ah! ça, j'en sais rien!" Ah bon.

Heureusement. Les trembles perdant leurs feuilles étaient magnifiques. Dans le brouillard.

Gil Stauffer